

La mobilisation anti-Kabila bien contenue

RD Congo Aucun incident majeur n'a marqué la journée contre le calendrier électoral qui fixe les prochaines élections à décembre 2018.

La mobilisation contre le président Joseph Kabila a été fermement contenue mercredi en République démocratique du Congo, à la grande satisfaction des autorités, de nouveau interpellées par les Nations unies sur le respect de la liberté d'expression. Aucun incident majeur n'a marqué cette journée de mobilisation contre le calendrier électoral qui fixe les prochaines élections au 23 décembre 2018. Les organisateurs – opposition et mouvements citoyens – exigent le départ du président Joseph Kabila dès la fin de cette année.

Un "délinquant" a été blessé par balles à Kinshasa et dix-neuf manifestants ont été arrêtés à Goma (six), Lubumbashi (sept) et Matadi (six), a affirmé la police nationale dans un communiqué. Le communiqué mentionne des incidents isolés (pneus brûlés, bus incendiés, etc.) dans plusieurs villes et salue "la maturité" des Congolais "qui n'ont pas répondu à cet appel à manifester visant la déstabilisation des institutions".

La "grande maturité du peuple congolais"

La majorité présidentielle qui soutient M. Kabila a aussi salué "la grande maturité du peuple congolais" face à la "mauvaise foi et la supercherie de ces démocrates de façade".

Une quarantaine de manifestants ont été arrêtés dans l'est du pays, avait pour sa part indiqué le mouvement citoyen Lutte pour le changement (Lucha), à l'origine de cette journée soutenue par le Rassemblement de l'opposition.

Les forces de sécurité avaient prévenu qu'elles se montreraient inflexibles. "Tout attroupement de plus de cinq personnes sera dispersé", a averti le chef de la police de Kinshasa Sylvano Kasongo. "Sans pitié", aurait-il ajouté d'après plusieurs médias. "Les commentaires incendiaires des autorités de police avant les manifestations d'aujourd'hui sont extrêmement alarmants", a réagi le Haut-commissaire aux droits de l'homme des Nations unies, Zeid Ra'ad Al Hussein. "J'appelle le gouvernement et les forces de sécurité à œuvrer pour désamorcer les tensions au lieu de créer les conditions favorisant la répression, la confrontation et la violence." (Belga)